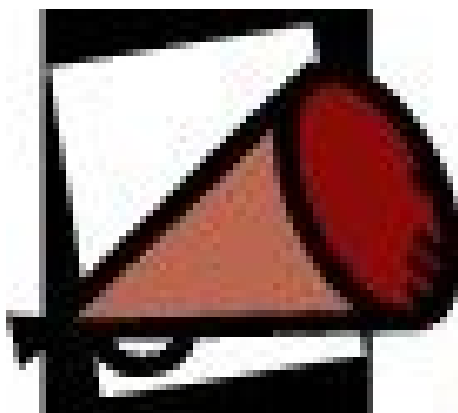


<http://www.pressegauche.org/En-Ontario-les-strategies-de-la-lutte-pour-le-salaire-minimum-a-15-serviront>



# En Ontario, les stratégies de la lutte pour le salaire minimum à 15\$ serviront dans l'élection prochaine et au-delà



- Politique canadienne - Politique -  
Date de mise en ligne : mardi 3 avril 2018

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Les 23 et 24 mars dernier, Fight for \$15 and Fairness Movement a tenu sa 3<sup>ème</sup> réunion annuelle de stratégie provinciale. Elle a servi à examiner les leçons à tirer (des actions) de la dernière année et à planifier celles des prochains mois. À 10 semaines des élections provinciales en Ontario, avec la menace de l'arrivée d'un gouvernement conservateur, c'était une occasion de rencontre importante pour les militants.es de partout dans la province.**

Plus de 250 participants.es intervenaient dans les discussions portant sur les manières de défendre les gains obtenus (à ce jour), et de se battre pour plus encore. La lutte pour le salaire minimum à 15\$ de l'heure a donné des résultats importants dans la loi 148 puisque le qu'il a été fixé à 14\$ de l'heure en 2018 avec l'augmentation à 15\$ en 2019. Elle comporte aussi l'adoption de la règle d' à travail égal, salaire égal, 10 jours de congés pour tous et toutes par année pour des urgences, deux de ces journées devant être payées, la surveillance des cartes de certification pour les travailleurs.euses des services qui sont dans un processus de syndicalisation, des exigences accrues pour les agences de placements temporaires et les compagnies qui en sont propriétaires.

Toutes ces victoires ont été obtenues grâce aux mouvements de base qui ont fédéré des travailleurs.euses non syndiqués.es, des étudiants.es, des groupes religieux, d'immigrants.es, des travailleurs.euses de la santé, des accidenés.es du travail et bien d'autres encore. De Sudbury à Windsor, de London à Kingston, la campagne s'est largement étendue. Mais le mouvement lutte encore pour plus de gains : l'allongement du nombre de congés payés pour des urgences, la fin des salaires minimums injustes pour les travailleurs.euses du secteur agricole et de ceux et celles de moins de 18 ans, l'extension des protections pour les travailleurs.euses immigrants.es, l'introduction d'un plafond pour les embauches par les agences de travail temporaire et la facilitation de la syndicalisation. Le travail temporaire à plus de répercussions chez les femmes et les travailleurs.euses des minorités visibles qui sont au-devant de la lutte en ce moment.

Depuis l'introduction du salaire minimum à 14\$ en janvier 2018, les élites du 1% se sont agitées pour contre cette avancée. Les propriétaires de franchises des Tim Horton ont commencé à récupérer les coûts en cessant de payer les pauses. Furieuses, les agences de placements de travail temporaire ne digèrent pas l'égalité des salaires pour un travail égal et les protections pour la santé et la sécurité au travail. Cela leur enlève des moyens d'exploiter la main d'oeuvre temporaire. Le nouveau chef conservateur, Doug Ford a annoncé, que si son parti prenait le pouvoir, il annulerait l'augmentation du salaire minimum prévue pour l'an prochain et les améliorations dans la loi 148 sur les conditions de travail.

Comme l'a fait D. Trump, il cherche l'appui des couches populaires en leur disant qu'il va en finir avec les gaspillages du gouvernement ontarien, faire des coupes budgétaires et ainsi épargner les contribuables pour aider « les petites gens ». Cela veut dire des réductions significatives de services publics. Cette opposition claire à la loi 148 est un avertissement : il va remettre en cause la loi 148 et arriver à ses fins.

Au cours d'une session de discussion sur l'élection à venir, les organisateurs.trices se sont demandé combien d'électeurs.trices sont frustrés.es par les 16 ans de règne libéral, surtout à cause des coupes qui ont été appliquées, des scandales et plus récemment de la privatisation d'Hydro One par Mme Wynne. En plus, il y a un réel danger que D. Ford exploite cette colère envers les Libéraux pour convaincre des conservateurs.trices. Mais leur analyse soutenait plutôt qu'il ne fallait pas tomber dans la peur et se laisser paralyser par les Conservateurs. Qu'il fallait plutôt s'éloigner du jeu électoral immédiat et se battre pour nos propres objectifs et obliger tous les candidats et toutes les candidates à se prononcer sur le salaire minimum à 15\$ de l'heure et sur la justice sociale.

La campagne est basée sur un mouvement en progression, animé par des travailleurs.euses et leurs communautés, pas sur les priorités établies par les élus du gouvernement. Cela veut dire qu'au cours des prochaines 10 semaines des ateliers de formation seront organisés, du porte à porte sera effectué, des activités de solidarité seront mises de l'avant, il y aura des piqueniques, des coups spectaculaires dans les médias sociaux et plus encore. D'ici le jour de l'élection et même après, l'objectif est de développer le mouvement en faveur de conditions de travail décentes.

Les orateurs invités ont insisté sur le fait que la lutte pour ces conditions de travail en Ontario s'inscrit plus largement dans d'autres luttes à travers le monde. Le militant pour la justice climatique, Avi Lewis, a expliqué que : « se préoccuper des conditions de travail c'est travailler sur le climat ». Donc, la lutte pour améliorer les salaires et les conditions de travail des travailleurs.euses du charbon est une solution pour le climat. Il a ensuite rencontré les participants.es à la rencontre et envoyé des photos en solidarité avec le mouvement indigène pour le climat de la côte ouest qui lutte contre l'oléoduc Kinder Morgan.

Un organisateur de l'Alliance des chauffeurs de taxi de New-York, Bhairavi Desai a expliqué que la lutte pour des conditions de travail décentes fait parti de celle contre le racisme et l'islamophobie. Ces chauffeurs de taxi, qui sont majoritairement d'origine étrangère, se sont organisés pour combattre Uber et Lyft. En janvier 2017, ils ont déclenché une grève contre le décret du Président Trump interdisant l'entrée sur le territoire de ressortissants.es de pays musulmans principalement.

Ils ont presque provoqué la fermeture de l'aéroport JFK et ont mené campagne contre Uber sur les réseaux sociaux. M. Desai a aussi explicité comment leur mouvement fait parti des luttes menées par la gauche depuis les « Printemps arabes » aux manifestations contre D. Trump en passant par les « Occupy ». Ensuite, Ekyeong Kwak, militant LGBT de la Confédération syndicale coréenne, a expliqué comment la bataille pour le salaire minimum à 15\$ et contre les oppressions, avait servi de base au mouvement de masse coréen contre le Président répressif, Park Geun-hye l'année dernière.

Tout au long de ces deux jours de rencontre, les liens entre les luttes du mouvement ouvrier contre le sexisme, le racisme et le capitalisme ont été exposés. Chaque atelier a fait de la place aux incroyables femmes qui sont sur la ligne de front pour des conditions de travail décentes en Ontario. Elles organisent leurs communautés, les écoles et leurs lieux de travail pour y arriver. Retrouver autant de travailleurs.euses sous un même toit était particulièrement inspirant. Beaucoup de femmes des minorités visibles élaboraient des stratégies pour que la confiance dans sa combattivité s'élève chez la classe ouvrière en Ontario.

Cela va servir d'inspiration pour le travail d'ici l'élection. Tous ceux et celles qui ont participé jusqu'ici à la bataille pour le salaire minimum à 15\$ de l'heure vont défendre leurs gains et lutter pour les augmenter. La fédération des travailleurs de l'Ontario et la Ontario's Fight for \$15 and Fairness, prennent exemple sur celle qui a été menée aux États-Unis. Une grève pour le salaire minimum a été planifiée partout à travers le pays pour le lendemain de l'élection présidentielle de 2016. Une manifestation pour des conditions de travail décentes s'organise donc pour le 16 juin prochain, une semaine après l'élection ontarienne. Il s'agit de mettre de la pression sur le nouveau gouvernement, peu importe qui aura été élu, pour qu'il tienne compte de ces revendications soulevées par les travailleurs.euses.